

Sixty-sixth anniversary of the abolition of the army.

Manuel A. González Sanz

Minister of Foreign Affairs of Costa Rica.

December 1st, 2014.

Costa Rica abolished its army 66 years ago. During national celebrations children and young people as the main protagonists carrying the Costa Rican flag, proudly parade in their school uniforms. The image of a military parade with thousands of soldiers displaying their weapons and equipment is unknown to us.

Along with the principles of freedom and democracy, the force of reason has prevailed throughout Costa Rican history,. The abolition of the military is one of those exceptional steps that led Costa Rica to become a fairer more educated society able to meet the most pressing needs of its population, focusing on human development rather than strengthening its military capabilities.

Costa Ricans have reaped the benefits of a decision which marked its development as a nation. The resources that would otherwise have gone to the maintenance and purchase of military weapons are directed to causes that seek greater prosperity for the people.

During his visit to Costa Rica in late July, the UN Secretary General, Ban Ki-moon, stated that "for decades, Costa Rica has been a worldwide example in rejecting unnecessary military expenditures. Instead, the country bravely invested in health and universal education. The result has been less inequality and greater social peace."

That fundamental decision, made on December 1, 1948 and enshrined in the 1949 Constitution, currently in force, has forged generations of Costa Ricans who have never seen a war tank or a war plane on their territory. Costa Ricans will never aspire to carry a rifle and will never consider dying in a battle field.

Through the unilateral renunciation to the use of force as a means of settling disputes, Costa Rica has privileged international law to safeguard its national interests, sovereignty and the rule of law.

This was reaffirmed by the President of Costa Rica, Luis Guillermo Solís, during the last General Assembly of the UN, when he stated that "Costa Rica firmly believes and practices all aspects of international law ... this is the only way we know. Our only weapon has been and will always be international law. "

The abolition of the army in Costa Rica is part of a deep culture rooted in the best traditions of a peaceful and unarmed country, which dates back to 1877, when it abolished the death penalty and continued to push for new developments to ensure the peaceful

coexistence among nations. This is reflected in the proposal for the Treaty on Arms Trade (ATT or ATT) that Costa Rica, with a group of friendly nations, has put forward. This is an international legal instrument that requires states to comply with strict regulations to ensure that arms transfers do not lead to the violation of human rights. The Treaty has been ratified by 50 nations and will enter into force in December. Undoubtedly, this represents a major contribution to humanity.

With a stroke of a hammer over a section of a former military facility, former President José Figueres Ferrer proclaimed the abolition of the army and announced that that building would be converted into a cultural center. This building currently houses the National Museum.

"We are staunch supporters of the ideal of a new world in America. In the land of Washington, Lincoln, Bolívar and Martí, today we say: Oh America, other peoples who are your children too, would offer you their greatness. Little Costa Rica wishes to offer you now and ever its heart, its love of civility, democracy, and institutional life, "said President Figueres.

Costa Rica, shares with the world her determination to abolish the armed forces and does so with the conviction of contributing to universal peace and security, principles that govern our foreign policy.

Soixante-sixième Anniversaire de l' Abolition de l'Armée.

Manuel A. González Sanz
Ministre de Relations Extérieures de Costa Rica.
1 décembre 2014.

Le Costa Rica a aboli l'armée il y a 66 ans. Les enfants et les jeunes sont les principaux acteurs du défilé qui commémore cette célébration, vêtus de leurs uniformes scolaires et portant le drapeau national. Personne n'y a jamais assisté à une parade militaire, avec des milliers de soldats exhibant leur armement et équipements belliqueux.

La force de la raison a régné dans l'histoire costaricienne, sous les principes de liberté et de démocratie. L'abolition de l'armée est l'une de ces étapes exceptionnelles, qui a transformé le Costa Rica en une société plus juste, plus cultivée, qui a réussi à répondre aux nécessités les plus pressantes de sa population, et a été centrée sur

le développement humain et non sur le renforcement d'une capacité militaire.

Les Costariciens ont récolté les bénéfices d'une décision qui a marqué son développement en tant que nation. Le budget qui d'une autre manière aurait été alloué au maintien militaire et à l'achat d'armes, est orienté à des secteurs qui procurent une plus grande prospérité à ses habitants.

Lors de sa récente visite au Costa Rica, à la fin du mois de juillet, le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a relevé que « pendant des décennies, le Costa Rica a été un exemple mondial, de rejeter des frais militaires inutiles. À sa place, le pays a courageusement investi dans le domaine de la santé et de l'éducation universelle. Le résultat a donné lieu à moins d'inégalités et à une plus grande paix sociale ».

Cette décision fondamentale, prise le 1 décembre 1948, et concrétisée dans la Constitution de 1949, actuellement en vigueur, a forgé des générations de Costariciens qui ne connaissent pas de chars ni d'avions de guerre sur notre territoire et les Costariciens n'auront jamais dans leurs espoirs, l'idée de charger un fusil pour mourir dans les champs de bataille.

En renonçant unilatéralement à l'utilisation de la force, comme moyen pour dissoudre des conflits, le Costa Rica a toujours privilégié le droit international pour sauvegarder ses intérêts nationaux, et préserver sa souveraineté et son état de droit.

Ainsi l'a réaffirmé le Président de Costa Rica, Luis Guillermo Solís, dans son discours à de la dernière Assemblée générale de l'ONU, quand il a déclaré que « le Costa Rica croit fermement et pratique toutes les dimensions du droit international. Celle-ci est la seule voie que nous connaissons. Notre seule arme, a été et sera toujours le droit international ».

L'abolition de l'armée au Costa Rica fait partie d'une culture profonde enracinée dans les meilleures traditions d'un pays pacifique et désarmé, qui remonte à 1877, quand elle a aboli la peine de mort, et qui continue à promouvoir de nouvelles avances qui garantissent la coexistence pacifique entre les nations. C'est ce que nous avons fait en proposant, avec un autre groupe de nations amies, le Traité sur le commerce des armes (TCA ou ATT par ses sigles en anglais), un instrument juridique international qui oblige les États à remplir des régulations strictes pour assurer que les trafic d'armes n'encouragent pas la violation des droits de l'homme. Le Traité entrera en vigueur au mois de décembre, après avoir obtenu plus de 50 ratifications, dans ce qui est sans doute un apport fondamental à l'humanité.

Le président José Figueres Ferrer, assenant un coup de maillet sur une partie de l'ancien quartier général, a proclamé l'abolition de l'armée, et a annoncé aux écoles que ce bâtiment serait transformé en un centre culturel. Il loge actuellement le Musée National.

« Nous sommes les détenteurs définis de l'idéal d'un nouveau monde dans les Amériques. À la patrie de Washington, de Lincoln, Bolivar et Martí, nous voulons aujourd'hui leur dire : Oh ! Amériques, d'autres peuples, également tes fils, t'offrent leurs grandeurs. Le petit Costa Rica souhaite t'offrir à jamais, comme maintenant, avec son cœur, son amour à la civilité, à la démocratie, à la vie institutionnelle », déclara alors le Président Figueres.

Le Costa Rica partage avec le monde sa détermination d'abolir les forces armées, et le fait avec la conviction de contribuer à la paix et la sécurité universelles, les principes qui régissent notre politique extérieure.

Sexagésimo sexto aniversario de la Abolición del Ejército.

Manuel A. González Sanz
Ministro de Relaciones Exteriores de Costa Rica.
1 de diciembre de 2014.

Costa Rica abolió el ejército hace 66 años, y las celebraciones patrias tienen a niños y jóvenes como principales protagonistas, que desfilan con sus uniformes escolares y banderas. Se desconoce la imagen de una parada militar, con miles de soldados haciendo gala de su armamento y equipos.

La fuerza de la razón ha prevalecido a lo largo de la historia costarricense, junto con los principios de libertad y democracia, la abolición del ejército es uno de esos pasos excepcionales en la dirección de convertir a Costa Rica en una sociedad más justa, más culta y que logre responder a las necesidades más apremiantes de su población, centrada en el desarrollo humano y no en el fortalecimiento de su capacidad militar.

Los costarricenses han cosechado los beneficios de una decisión que marcó su desarrollo como nación. El presupuesto que de otra manera iría para el mantenimiento militar y compra de armas, se dirige a causas que procuran una mayor prosperidad para sus habitantes.

En su visita a Costa Rica, a finales de julio pasado, el Secretario General de la ONU, Ban Ki-moon, destacó que “por décadas, Costa Rica ha sido ejemplo mundial en rechazar innecesarios gastos militares. En su lugar, el país valientemente invirtió en salud y educación universal. El resultado ha sido una menor desigualdad y una mayor paz social”.

Aquella decisión fundamental, tomada el 1 de diciembre de 1948 y plasmada en la vigente Constitución de 1949, ha forjado generaciones de costarricenses que no conocen un tanque de guerra, ni aviones artillados en nuestro territorio y nunca tendrán entre sus expectativas como costarricenses cargar un fusil para morir en campo de batalla.

Costa Rica, al renunciar unilateralmente al uso de la fuerza como medio para dirimir conflictos, ha privilegiado el Derecho Internacional para salvaguardar sus intereses nacionales, su soberanía y su Estado Social de Derecho.

Así lo reafirmó el Presidente de Costa Rica, Luis Guillermo Solís, durante la pasada Asamblea General de la ONU, cuando expresó que “Costa Rica cree firmemente y practica todas las dimensiones del derecho internacional ... Esta es la única vía que conocemos. Nuestra única arma, ha sido y será el derecho internacional”.

La abolición del ejército en Costa Rica es parte de una profunda cultura enraizada en las mejores tradiciones de país pacífico y desarmado, que se remonta a 1877 cuando abolió la pena de muerte, y que continúa impulsando nuevos avances que garanticen la convivencia pacífica entre las naciones. Es lo que hicimos al proponer, junto a otro grupo de naciones amigas el Tratado sobre el Comercio de Armas (TCA o ATT por sus siglas en inglés), un instrumento jurídico internacional que obliga a los Estados a cumplir con estrictas regulaciones para asegurar que las transferencias de armas, no incidan en la violación de los derechos humanos. El Tratado entrará en vigor en diciembre, tras lograr más de 50 ratificaciones, sin duda un aporte fundamental a la humanidad.

El Presidente José Figueres Ferrer, con un golpe de mazo sobre una sección de un antiguo cuartel, proclamó la abolición del ejército, y anunció a las escuelas que esa edificación sería convertida en un centro cultural. Actualmente alberga el Museo Nacional.

“Somos sostenedores definidos del ideal de un nuevo mundo en América. A esa patria de Washington, Lincoln, Bolívar y Martí, queremos hoy decirle: ¡Oh América otros pueblos tuyos también, te ofrendan sus grandezas. La pequeña Costa Rica desea ofrecerte siempre, como ahora, junto con su corazón, su amor a la

civilidad, a la democracia, a la vida institucional”, dijo el Presidente Figueres.

Costa Rica, comparte con el mundo su determinación de abolir las fuerzas armadas y lo hace con el convencimiento de contribuir a la paz y la seguridad universales, principios que rigen nuestra política exterior.